



Le Timor oriental

Gérer la transition hors du soutien de Gavi Manuel Mausiry, Miguel Maria, Nilton S. Cruz, Triana Oliveira

1. Informations générales

- En termes de calendrier, le Timor oriental entre dans la phase de transition hors du soutien de GAVI et ce, jusqu'à la fin de l'année 2018. Le pays dispose d'un programme pour revoir l'année fiscale allant de juillet à juin. Si la nouvelle année fiscale est mise en place l'année prochaine, le financement du programme de transition pourrait être étendu jusqu'à mi-2019.
- GAVI soutient pleinement la vaccination avec le vaccin antipoliomyélique inactivé (VPI) depuis 2015.
- GAVI a co-financé la prise en charge pour le vaccin Pentavalent - dont l'introduction a commencé en octobre 2012 et a pris fin en 2016.

Subvention RSS :

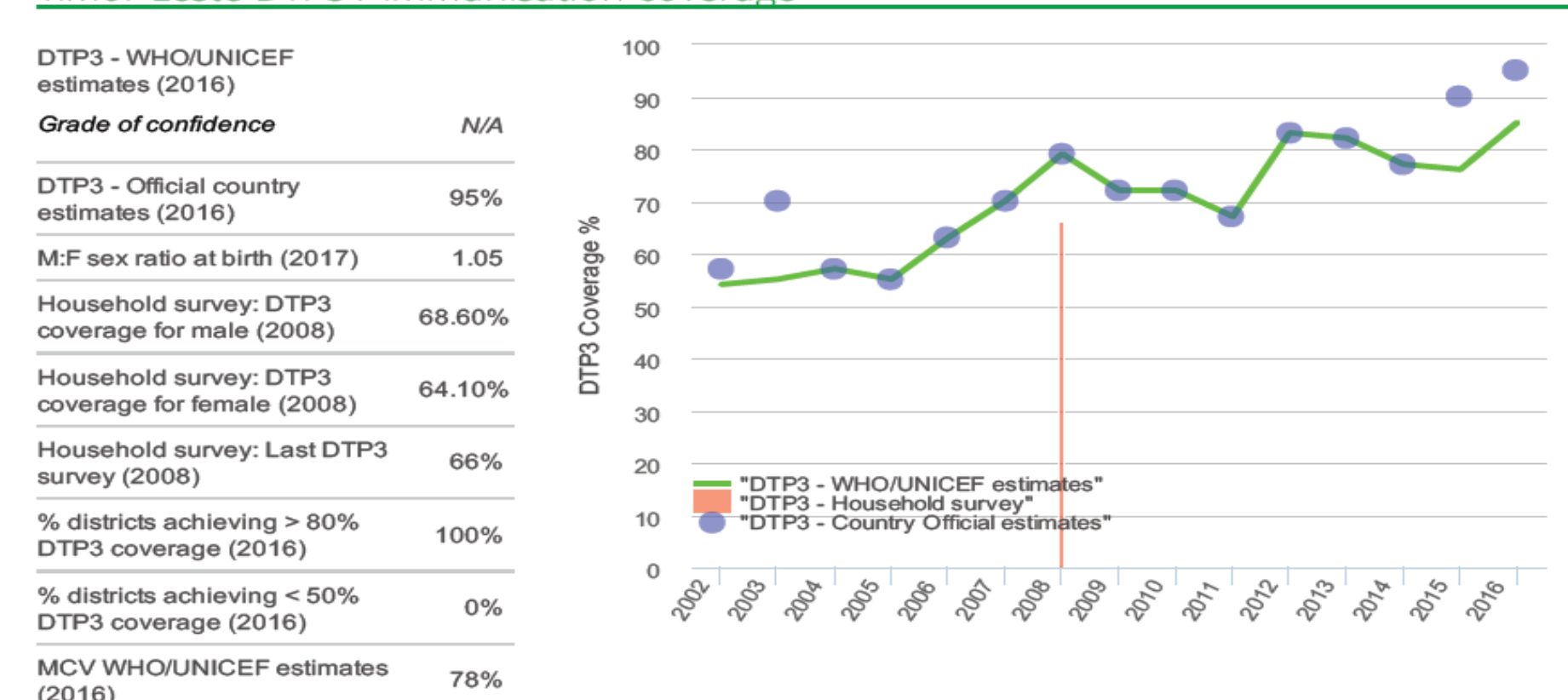
- Le soutien de GAVI au Timor oriental par le biais de la subvention RSS a commencé en 2014.
- Subvention d'introduction du VPI (100 000 \$) en cours d'exécution
- Les avantages continus de la subvention RSS de GAVI :
 - Atteindre des enfants qui vivent dans des villages fortement isolés afin de mener des sessions de sensibilisation en se basant sur l'identification et la cartographie des villages à faible couverture grâce à la micro-planification
 - Réunions trimestrielles de micro-planification pour le suivi de la couverture, en collaboration avec les responsables locaux et les chefs religieux ainsi que des bénévoles des collectivités et d'autres organismes communautaires
 - Participation aux réunions de sensibilisation avec le secteur éducation pour la vaccination scolaire
- La mise en œuvre du Plan de transition hors du soutien de Gavi pour 2017 - 2019 est en cours. Le plan de transition couvre 70 activités et toutes ces activités portent sur des aspects pertinents de la vaccination
- Les 3 principaux agents de mise en œuvre de GAVI-TP : Ministère de la Santé, OMS et UNICEF

Introduction de nouveaux vaccins avec le soutien de Gavi :

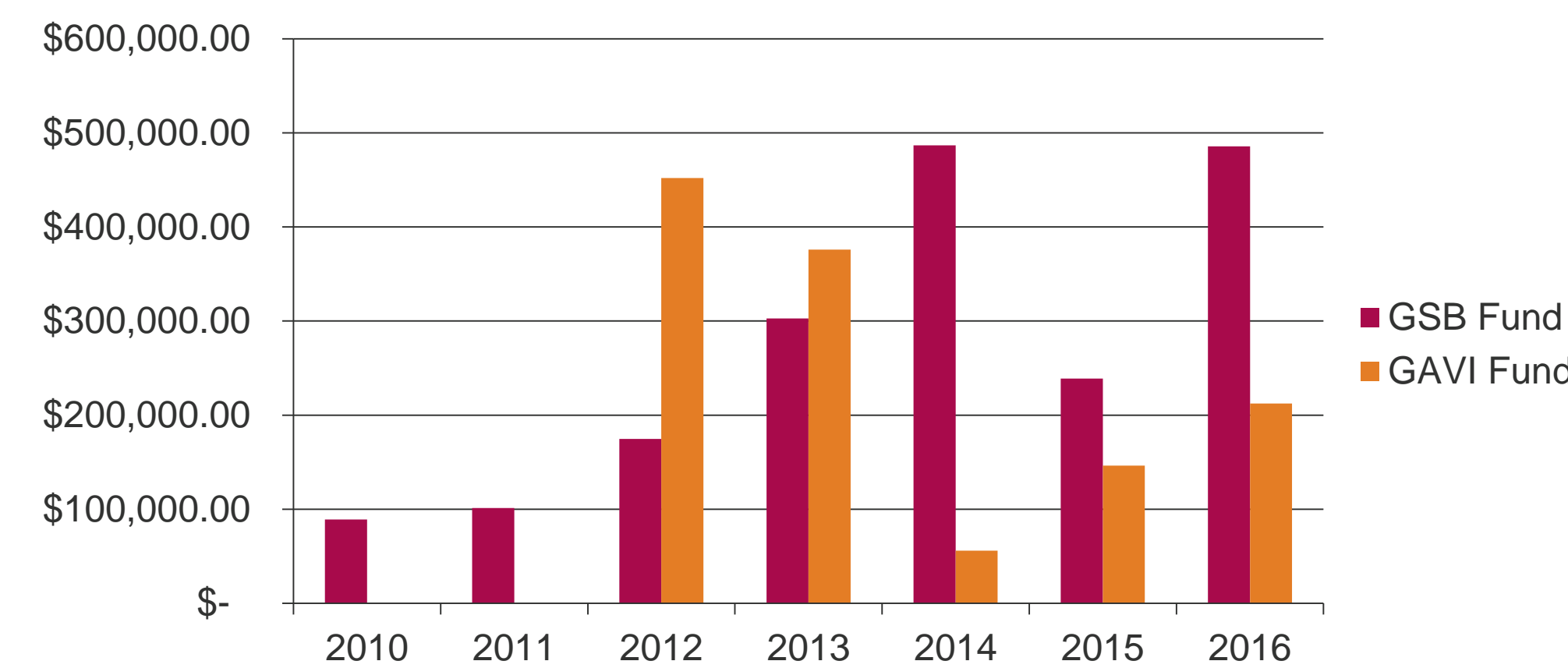
- Les vaccins pentavalents ont été introduits en 2012
- Le vaccin antipoliomyélique inactivé (VPI) a été introduit en 2015
- Le Timor oriental a un plan pour introduire le vaccin antirotavirus, celui contre l'encéphalite japonaise (EJ), et le virus du papillome humain (VPH) et le vaccin antipneumococcique (PCV).
- À l'heure actuelle, le Timor oriental n'est pas éligible à toute demande pour bénéficier du soutien de GAVI pour l'introduction de nouveaux vaccins ; Toutefois, le Timor oriental est en droit de se procurer des vaccins aux prix définis par GAVI.
- Rotavirus - un processus en cours. Une étude sur le rotavirus a été réalisée et sera bientôt incluse dans le calendrier de vaccination de routine (2018)

Tendances de la couverture par le DTC3, 2010-16 (OMS, UNICEF et estimations nationales)

Timor Leste DTP3 / immunisation coverage



2. Financement



Quelques défis clés pour assurer la viabilité financière

- Concernant les vaccins, l'acquisition n'est pas un fardeau pour le budget de l'État en raison de l'engagement politique de vaccination pour des enfants en bonne santé et pour l'avenir de la nation ; néanmoins, le financement des autres aspects du programme de vaccination, comme les dépenses opérationnelles ou les frais de formation, sont pris en charge par GAVI et les autres partenaires. En ce qui concerne la transition hors du soutien de Gavi en 2019, il est plus probable que le Ministère de la Santé commence progressivement à prendre en charge ces frais. La logistique des approvisionnements va être normalisée avec les politiques et les procédures gouvernementales
- Prévision des stocks de vaccins et de la variation des prix

Décaissement des fonds provenant du Budget

- Le décaissement des fonds pour l'approvisionnement en vaccins sont gérés par UNICEF PS par le biais de SAMES sans problème
- Les procédures administratives et de gestion financière du Ministère de la Santé provoquent des retards de réalisation budgétaire, ce qui affecte la gestion opérationnelle du programme PEV
- Solutions possibles : Renforcement des systèmes de gestion des finances publiques

3. Approvisionnement

- Actuellement, tous les vaccins sont achetés par le service des achats de l'UNICEF à l'aide des fonds du gouvernement
- Le Timor oriental est un petit pays. Les besoins annuels de vaccins sont très faibles par rapport aux grands pays ; par conséquent, les fabricants de vaccins sont réticents à participer au processus d'appel d'offres lancé chaque année par le gouvernement. De plus, le Timor oriental ne sera pas en position d'obtenir les prix bas pour les vaccins sécurisés par l'UNICEF par le biais de son appel d'offres de grande ampleur.

Initiative de l'UNICEF pour l'autonomie en matière de vaccins :

- Le Ministère de la Santé du Timor oriental ne bénéficie pas de l'Initiative de l'UNICEF pour l'autonomie en matière de vaccins, dans la mesure où il se procure les vaccins par ses propres moyens. La sécurité en matière de vaccins est assurée au sein de 12 petites îles du Pacifique par le biais de l'Initiative pour l'autonomie en matière de vaccins (VII). L'Initiative VII est structurée autour d'un fonds de roulement qui agit comme une ligne de crédit pour le gouvernement, permettant au gouvernement de payer pour les vaccins, à une date ultérieure, après réception de la commande.

Approvisionnement - Suite

Principaux défis :

- Lutter contre les obstacles juridiques locaux pour bénéficier du service des achats des Nations unies (les réglementations gouvernementales exigent des offres internationales et concurrentielles)
- Mobiliser davantage de fonds pour des nouveaux vaccins (Rotavirus, VPH, VCP, EJ)
- L'autorité de réglementation nationale présente des lacunes et des améliorations doivent être apportées.
- Frais administratifs et de transport élevés en comparaison aux petites quantités de vaccins reçus par le pays

4. GTCV

- Cela est établi depuis 2015, grâce à l'envoi d'une lettre émise par l'Honorable Ministre de la Santé
- Conseiller le Ministère de la Santé sur les problèmes inhérents aux politiques en vigueur concernant la vaccination
- Les domaines d'expertise sont : Pédiatrie, médecine interne, maladies infectieuses, spécialiste de la santé publique, biologiste
- Selon la procédure interne du GTCV, 2 réunions, au minimum, doivent être organisées chaque année
- Le Secrétariat du GTCV assurera la diffusion du programme et des documents sur lesquels sera fondée la réunion à tous les membres au minimum 1 semaine avant ladite réunion.
- Tous les membres principaux du GTCV ont l'obligation de signer un document de conflit d'intérêts peu après leur nomination par le Ministre de la Santé

5. Couverture et équité

Principaux défis :

- Atteindre les villageois difficiles à atteindre en raison des zones montagneuses reculées
- Faible sensibilisation de la communauté sur l'importance de la vaccination
- Manque de personnel qualifié et incapacité, au niveau national et du district, à effectuer une supervision régulière des activités de formation et de soutien
- Utilisation du budget de l'État uniquement pour les frais opérationnels et la formation sur le programme de vaccination
- Moins d'implication du secteur privé et des ONG quant à la vaccination

Couverture et équité - Suite

Mesures prises pour trouver une solution à ces problèmes

- Plans nationaux de santé et de vaccination élaborés de manière inclusive et collaborative
- Renforcer la santé maternelle et infantile et les soins de santé primaires en tant que plate-forme de prestation de services
- Partenariat public-privé effectif pour une couverture équitable
- Renforcer le rôle de la communauté, des ONG, des groupes religieux et du secteur privé sur la valeur de la vaccination
- Incitation et motivation de toutes les parties prenantes
- Supervision coopérative et partage de l'information
- Bon rapport
- Collaborer avec le Ministère de l'Éducation pour atteindre les enfants scolarisables

6. Plan de transition

Autres mesures prises pour soutenir le plan de Transition :

- Décentralisation des autorités financière et administrative vers les municipalités
- Mise en œuvre de « Saude na Familia » - des services communautaires / à domicile pour atteindre une couverture santé universelle
- Passer de la budgétisation traditionnelle à la budgétisation axée sur les programmes

7. Subvention de sortie de l'éligibilité de Gavi

- 4 millions \$
- Géré par : Ministère de la Santé, OMS et UNICEF
- Calendrier : Juin 2016 – juin 2019

8. Enseignements tirés

- Activités spécifiques avec budgets et calendriers définis
- Implication de tous les services compétents du Ministère de la Santé et des partenaires dans l'évaluation, la planification et l'exécution du projet
- Mise en place de certaines activités du Ministère de la Santé ayant été retardées par les procédures financières du gouvernement
- Mettre un terme au suivi des progrès de mise en œuvre par le Ministère de la Santé et GAVI



BILL & MELINDA GATES foundation